



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 14 février 2024

Politique européenne.....	2
Le patronat EK a changé d'avis sur les subventions publiques d'État : il souhaite désormais un fonds européen pour attirer les investissements pouvant atteindre 500 milliards d'euros.....	2
Politique intérieure.....	3
Le Premier ministre Orpo au Parlement : "Nous sommes toujours trop endettés".....	3
Orpo sur les réformes auxquelles s'opposent les grévistes : Nous avons un mandat des électeurs.....	3
Les déficits des régions de santé sont encore plus importants que prévu.....	4
Editorial.....	4
Le gouvernement pourrait tout de même offrir quelque chose aux grévistes.....	4
Social.....	5
Les grèves continuent.....	5
Transports.....	5
Chemins de fer : Dommages causés au matériel roulant de VR – sabotage ou simple coïncidence ?.....	5
Russie.....	6
Voislav Torden, soupçonné de crimes de guerre, a été condamné à de la prison avec sursis.....	6
Société - bilinguisme.....	6
La honte pousse les jeunes suédophones d'Helsinki à parler anglais plutôt que finnois.....	6

Politique européenne

Le patronat EK a changé d'avis sur les subventions publiques d'État : il souhaite désormais un fonds européen pour attirer les investissements pouvant atteindre 500 milliards d'euros

La Finlande doit abandonner sa ligne traditionnelle consistant à être réservée sur les subventions publiques et à s'opposer aux nouveaux instruments financiers au niveau européen, déclare le président du patronat EK, Jyri Häkämies. Au lieu de cela, il espère que le gouvernement finlandais tentera d'inscrire à l'agenda de l'UE au cours des prochaines années l'idée d'un fonds commun de centaines de milliards d'euros, qui serait utilisé pour soutenir les investissements dans les technologies critiques destinés à l'Europe.

Häkämies dit que EK a dû revoir sa propre ligne concernant les subventions publiques en raison des circonstances. Alors que les États-Unis, l'Allemagne et la France attirent les investissements industriels en distribuant des milliards d'euros de subventions publiques, la Finlande menace d'être à la traîne dans cette compétition.

Häkämies affirme qu'EK est au courant de cas concrets dans lesquels les subventions publiques offertes par d'autres pays menacent de retirer les investissements de Finlande. "Il n'est pas inhabituel que lorsque différents pays font des offres, les entreprises évaluent les options et que les pays se font concurrence les uns les autres", dit-il.

L'année dernière, le fabricant norvégien de batteries Freyr a annoncé qu'il abandonnait son projet de construire une usine de batteries à Vaasa. L'entreprise va construire son usine dans l'État de Géorgie, aux États-Unis, où elle pourra bénéficier des allègements fiscaux inclus dans le programme IRA du président Joe Biden.

La concurrence sur les subventions publiques a également commencé en Europe. Les règles de l'UE en matière d'aides d'État ont été assouplies d'abord en raison de la pandémie, puis en raison de la transition verte et pour répondre aux politiques de soutien public des États-Unis et de la Chine.

Sous couvert de période d'exception, les pays membres ont soutenu leurs entreprises à hauteur d'au moins mille milliards d'euros. L'Allemagne et la France versent les subventions les plus généreuses et attirent des milliards d'investissements dans des secteurs dans lesquels la Finlande est également compétitive, par exemple dans l'industrie des batteries et la production d'acier propre.

Le ministre de l'Économie Wille Rydman (Vrais Finlandais) a récemment annoncé que le gouvernement essayait de répondre à cette compétition et commençait à préparer un programme de soutien aux investissements. Toutefois, seuls 400 millions d'euros sont disponibles à cet effet.

"Ces 400 millions ne sont pas vraiment suffisants", estime Häkämies.

"Un fonds au niveau européen pour promouvoir la transition verte serait une meilleure option que la concurrence entre les États", ajoute-t-il.

Selon Häkämie, la taille du fonds pourrait atteindre 400 à 500 milliards d'euros et il ne soutiendrait que des investissements stratégiquement importants, par exemple dans la transition verte, la digitalisation et l'industrie de défense. Il serait essentiel que le fonds ne soit pas distribué aux pays membres, mais que les meilleurs projets soient soutenus quel que soit leur lieu d'implantation.

Pour fonder sa position, EK a commandé un rapport sur la compétition en matière d'aides d'État dans l'UE à Raimo Luoma, ancien secrétaire général du ministère du Travail et de l'Économie et secrétaire d'État du Premier ministre Antti Rinteen (PSD). Luoma estime que le changement de politique en matière d'aides d'État sera durable.

"Je ne pense pas que nous reviendrons de si tôt à la ligne traditionnelle mettant l'accent sur la libre concurrence. Je pense qu'une ligne plus active mettant l'accent sur la politique industrielle sera visible à l'avenir." La ligne traditionnelle de la Finlande est que des règles strictes en matière d'aides d'État sont dans l'intérêt d'un petit État membre. Luoma dit également que cette ligne doit être reconsidérée. "Bien sûr, il serait probablement dans l'intérêt de la Finlande que les règles soient strictement respectées. Malheureusement, ce n'est guère le cas. »

HS

Politique intérieure

Le Premier ministre Orpo au Parlement : "Nous sommes toujours trop endettés"

Hier, le Parlement a tenu un débat d'ouverture de la session de printemps axé sur l'économie.

Le PSD a annoncé le dépôt d'une motion de censure sur la situation du marché du travail.

Le Premier ministre Petteri Orpo a dressé mardi un sombre tableau de l'économie lors du débat d'ouverture de la session de printemps au Parlement.

Selon lui, les prévisions de croissance économique se sont affaiblies, entre autres, parce que "le gouvernement précédent a estimé que le prix de la réforme de la sécurité sociale qu'il avait menée était très sous-estimé".

Au début de la séance, Orpo a présenté les principaux projets de lois qui seront présentés au parlement. "Malgré les économies réalisées par mon gouvernement, nous sommes toujours endettés. Cela signifie qu'il faudra faire encore plus", a déclaré Orpo.

Selon Orpo, il est nécessaire que le gouvernement mette en œuvre sans compromis les réformes du marché du travail incluses dans le programme gouvernemental.

Selon Orpo, le gouvernement ne veut pas être l'objet de la procédure des déficits excessifs de l'UE. Selon lui, toutes les dépenses et recettes seront réévaluées en avril.

L'accent principal de la discussion a porté sur les réformes de l'économie et du marché du travail. Plusieurs députés ont évoqué le discours prononcé la semaine dernière par le président Sauli Niinistö au Parlement.

Orpo a souligné mardi matin que le gouvernement n'avait pas la moindre intention de renoncer aux réformes du marché du travail. Selon Orpo, les organisations du marché du travail ont eu et ont encore la possibilité de présenter des solutions, mais la responsabilité de décider incombe au gouvernement, qui jouit de la confiance de la majorité du Parlement.

Jani Mäkelä, président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais, a déclaré que les syndicats n'ont présenté aucune proposition "positive".

Selon le président du PSD, Antti Lindtman, le parti est sur le point de déposer une motion de censure, à moins que le gouvernement ne change sa ligne sur les questions du marché du travail. Lindtman a déclaré que le chômage augmentait ainsi que le rythme de l'endettement alors que le gouvernement avait promis l'inverse. "Ça a été un véritable désastre en peu de temps. Qui va nettoyer ça ? » a demandé Lindtman.

Lindtman a exigé qu'Orpo entame de « véritables négociations » avec les partenaires du marché du travail. "Si vous ne pouvez pas le faire vous-même, appelez un médiateur."

Le centre est également mécontent du fait que le gouvernement n'utilise pas la fiscalité pour redresser l'économie.

Les Verts ont notamment reproché à Orpo de ne rien mentionner dans son discours sur la future politique climatique.

HS

Orpo sur les réformes auxquelles s'opposent les grévistes : Nous avons un mandat des électeurs

Les grèves causent "des dégâts absolument énormes" à l'économie finlandaise, a déclaré mardi le Premier ministre Petteri Orpo. Il a déclaré qu'il espérait qu'aucune bonne entreprise ni aucun emploi ne seraient victimes des grèves.

Selon lui, le gouvernement a le pouvoir et la responsabilité de mettre en œuvre les réformes qu'il juge nécessaires.

Selon Orpo, l'impasse est aggravée par l'opposition qui, selon lui, ne présente pas de propositions pour résoudre les problèmes. "Il est tout à fait clair qu'ils sèment encore davantage la discorde en s'opposant à la politique du gouvernement en général", a déclaré Orpo à l'égard des partis d'opposition.

Orpo a qualifié l'opposition du mouvement syndical aux actions du gouvernement de "tentative d'influence extra-parlementaire". Il en va des "questions fondamentales de la démocratie", a-t-il déclaré.

Le mouvement syndical et l'opposition accusent les partis au pouvoir de ne pas avoir ouvertement révélé leurs intentions de réformes avant les élections législatives du printemps dernier.

Selon Orpo, la coalition nationale a déclaré ouvertement ce qu'elle comptait faire si elle arrivait au pouvoir. Après cela, des négociations ont eu lieu avec d'autres partis politiques partageant la même vision de la situation et un programme gouvernemental a été créé. "Nous avons la responsabilité et le pouvoir, et nous les ferons avancer."

Helsingin Sanomat estime que la politique du gouvernement correspond à bien des égards à ce que le parti avait promis avant les élections.

Cependant, au moins avant les élections, la coalition nationale n'avait pas publiquement insisté pour que toutes réformes du monde du travail soient inscrites au programme gouvernemental.

Par exemple, changer le jour de carence du congé maladie n'était pas à l'ordre du jour avant les élections. La coalition nationale n'avait pas non plus parlé d'assouplissement des licenciements dans son programme électoral.

Le renforcement du modèle dit d'alignement sur les secteurs exportateurs dans les négociations salariales était également un élément nouveau du programme gouvernemental. Par ailleurs, le deuxième plus grand parti du gouvernement, les Vrais Finlandais, n'avaient pas fait campagne lors des élections en faveur des changements que le gouvernement promeut actuellement. Le parti avait au contraire déclaré, entre autres, qu'il s'opposait à toute restriction du droit de grève.

Cependant, il est assez fréquent qu'au moment de former un gouvernement, les plus grands partis au pouvoir fassent des compromis sur des questions qui sont importantes les uns pour les autres.

HS

Les déficits des régions de santé sont encore plus importants que prévu

Le déficit des budgets des régions de santé est plus important que ce qui avait été calculé précédemment.

Selon des calculs récemment réalisés, les pertes réalisées l'année dernière par les régions sociales étaient d'environ 1,35 milliard d'euros.

En raison des ajustements liés à l'inflation et d'autres corrections, l'État devra compenser aux régions une somme plus proche de 1,5 milliard d'euros.

Or, le gouvernement qui a promis de compenser les pertes des régions n'avait réservé qu'un milliard d'euros.

L'augmentation du déficit signifie également davantage de pression pour faire des économies dans la santé et les services sociaux.

Outre ces dépenses imprévues, le gouvernement doit faire face à d'autres mauvaises nouvelles.

Les contributions de l'État versées aux communes pourraient ne pas suffire à financer les services des communes. En 2025, les contributions de l'État seront inférieures de 423 millions d'euros à ce que prévoient les communes. En 2026 et 2027, la différence est d'un demi-milliard d'euros.

Or, s'il veut compenser pleinement cela, le gouvernement devrait donc envisager une réduction permanente d'environ un demi-milliard d'euros des autres dépenses pour les années 2025 à 2027.

En effet, par le système de contribution de l'État, l'État participe au financement des services municipaux de base statutaires tels que l'éducation. Cela signifie que si le gouvernement ne remplace pas les dotations publiques plus faibles que prévu des municipalités, celles-ci devront réduire leurs dépenses en matière d'éducation.

HS

Editorial

Le gouvernement pourrait tout de même offrir quelque chose aux grévistes

Les luttes syndicales se durcissent, les dégâts augmentent. Le gouvernement et le mouvement syndical semblent se livrer une guerre mutuelle jusqu'au bout. Aucun d'eux ne

reculera, ni l'un ni l'autre ne souhaite véritablement des compromis ou des négociations. L'issue demeure inconnue – même si tous deux déclarent vouloir des négociations.

L'économie finlandaise a déjà subi des dommages se chiffrant en centaines de millions d'euros à cause des grèves.

Il y a quelques points dans les réformes gouvernementales de la sécurité sociale et du marché du travail qui n'ont pas vraiment d'importance. Le gouvernement pourrait commencer par supprimer de sa liste de réformes le jour de carence pour le congé maladie. Le gouvernement affirme qu'il essaie d'augmenter l'emploi, mais il n'existe aucune preuve valable des effets sur l'emploi d'un tel changement concernant les congés de maladie.

Un autre élément dont les effets sur l'emploi sont incertains concerne les accords d'entreprise.

Il n'existe également aucune preuve définitive que les limites aux pouvoirs du médiateur national soient bénéfiques. Le gouvernement voudrait empêcher le médiateur national de proposer des augmentations de salaires dépassant la ligne générale fixée par les industries exportatrices. Il en va de même pour la limitation des grèves politiques et la décroissance des allocations chômage.

Il serait plus sage de louver. Si le gouvernement offrait ne serait-ce qu'une petite concession, il serait plus difficile pour les syndicats d'exiger le recul total du gouvernement. L'intransigeance du mouvement syndical devient d'autant plus difficile que les grèves commencent à affecter la vie quotidienne des gens ordinaires.

L'économie nationale est dans une phase délicate et elle n'a vraiment pas besoin des grèves ou des conflits de prestige entre le gouvernement et les syndicats.

HS

Social

Les grèves continuent

Mercredi 14 février : l'industrie à l'arrêt, les dockers en grève, le métro et les tramways à l'arrêt

Jeudi 15 février - la grève s'étend à la centrale nucléaire d'Olkiluoto.

Vendredi 16 février - les travailleurs de l'hydroélectricité se mettent en grève.

Teollisuusliitto et Pro lancent des grèves dans plusieurs secteurs industriels. Les grèves dureront trois jours.

Mercredi, les transports publics d'Helsinki, de Tampere et de Turku sont paralysés en raison de la grève de JHL. La grève entraîne l'arrêt complet des services de tramway et de métro et a un impact majeur sur les services de bus.

Quelques informations sur Helsinki (HSL) :

Le métro, les tramways, la ligne 15 du tramway et la plupart des bus ne circuleront pas mercredi et jeudi à cause de la grève, indique le transport de la région d'Helsinki (HSL) sur son site web. Néanmoins, dans la région d'Helsinki, HSL a pu mettre en service plus de lignes de bus que ce qui avait été annoncé. En outre, les trains de banlieue et les ferries de Suomenlinna et Kruunuvuori circuleront normalement.

Les ports seront également fermés en raison de la grève des dockers de AKT de mercredi à vendredi.

La grève de l'éducation préscolaire qui a débuté mardi se poursuivra mercredi. En pratique, les crèches publiques et privées des grandes villes risquent fort d'être fermées mardi et mercredi.

HS

Transports

Chemins de fer : Dommages causés au matériel roulant de VR – sabotage ou simple coïncidence ?

Lundi, tous les transports ferroviaires du pays ont été interrompus par une grève des conducteurs de train, dix jours seulement après la grève précédente.

L'action syndicale aurait suffi à gêner les passagers des trains, mais mardi, tous les transports ferroviaires de longue distance du pays ont été interrompus. En effet, un défaut

sur la voie ferrée, dont la localisation n'a pas été immédiatement connue, a provoqué des dégâts sur les roues des trains. VR a donc décidé d'arrêter tous ses trains longue distance par mesure de précaution, apparemment sur recommandation de l'agence finlandaise des transports et des communications Traficom.

La situation était néanmoins confuse : quelque chose quelque part avait endommagé les roues des trains, et le trafic était pratiquement suspendu sur l'ensemble des 6 000 km du réseau ferroviaire du pays.

La faute a finalement été trouvée lorsqu'un conducteur de train vigilant a signalé un possible défaut d'un rail sur le tronçon entre Lahti et Kouvola.

Jusqu'à ce qu'une enquête plus précise soit terminée, on ne peut écarter l'hypothèse de l'existence d'un lien entre la défaillance de la voie et la détérioration de la situation sur le marché du travail.

Selon l'évaluation de l'agence finlandaise des transports Vöylävirasto, les dommages causés à la voie pourraient être dus au fait que la locomotive aurait fait du surplace et aurait limé le rail. Selon Vöylävirasto, il n'y a jamais eu d'incidents aussi graves que celui-ci.

Kaleva

Russie

Voislav Torden, soupçonné de crimes de guerre, a été condamné à de la prison avec sursis

Mardi, le tribunal de Kymenlaakso a condamné Voislav Torden, 37 ans, soupçonné de crimes de guerre, à 40 jours de prison avec sursis pour entrée illégale en Finlande.

Torden s'était vu interdire l'entrée dans l'espace Schengen par la Norvège. L'interdiction d'entrée a été imposée en 2016 sous son ancien nom Jan Petrovski et est valable jusqu'à l'année prochaine.

Il est condamné pour deux cas où il est entré en Finlande durant cette période, par le poste frontière de Vaalimaa, à chaque fois en voiture.

La première violation de l'interdiction d'entrée était en août 2022. À cette époque, Torden voyageait avec un visa à entrée unique délivré par la Grèce. Il est rentré en Russie par le même poste frontière quelques jours plus tard.

La deuxième fois, c'était en juillet dernier. Cette fois-là, il est arrivé avec un visa délivré par la Finlande, qui lui donnait droit à un séjour de longue durée.

Voislav Torden, citoyen russe, a servi comme combattant et commandant en second du groupe Rusiř. Il a également des liens avec le groupe de mercenaires Wagner.

Torden a été arrêté en Finlande le 20 juillet à la porte d'embarquement d'un vol à destination de Nice, alors qu'une patrouille des gardes-frontières y effectuait un contrôle des étrangers.

L'Ukraine a demandé à la Finlande d'extrader Torden. Cependant, la Cour suprême a statué en décembre dernier qu'il ne pouvait pas être extradé vers l'Ukraine en raison des conditions de détention dans le pays.

La police criminelle enquête actuellement pour savoir si Torden a commis des crimes de guerre en Ukraine.

L'objet de l'enquête porte sur les actes commis contre des soldats ukrainiens blessés ou qui s'étaient rendus, avant la guerre actuelle, dans l'est de l'Ukraine. Ces actions sont soupçonnées répondre aux caractéristiques d'un crime de guerre.

HS

Société - bilinguisme

La honte pousse les jeunes suédophones d'Helsinki à parler anglais plutôt que finnois

De nombreux jeunes Finlandais suédophones ont souvent recours à l'anglais plutôt qu'au finnois à Helsinki. Même parmi les jeunes qui ont grandi dans la ville, beaucoup n'osent pas parler finnois. Beaucoup font tout leur possible pour éviter d'avoir à recourir à l'anglais dans la vie quotidienne. Mais il y a aussi des étudiants qui n'ont pas appris un mot de finnois pendant leurs années à Helsinki. Cela n'en vaut pas la peine, pensent-ils, car ils voient leur avenir ailleurs que dans la Finlande finnophone.

Les sentiments de honte et d'insécurité influencent souvent le choix de la langue qu'ils utilisent. Il est impossible de dire combien de suédophones de Finlande préfèrent parler anglais plutôt que finnois dans la vie de tous les jours.

Le think tank Magma qui a interrogé des jeunes Finlandais suédophones âgés de 14 à 19 ans, a rendu un rapport sur le sujet en 2018.

La pression pour se débrouiller en finnois est particulièrement forte dans la région de la capitale, où de nombreux jeunes sont bilingues, selon le rapport. Les jeunes déclarent par exemple : « J'ai eu du mal à me débrouiller avec le finnois que j'ai appris à l'école. On apprend les mots et la grammaire, mais pas vraiment les compétences orales ».

De nos jours, les jeunes insistent pour parler finnois lorsque l'autre ne connaît pas le suédois :

« Je crois fermement au bilinguisme dans ce pays. J'ai l'habitude de me battre avec le finnois, même si je trébuche parfois et que je ne suis pas capable de faire plus d'efforts ».

Il existe des situations où ils abandonneraient le principe d'essayer de parler finnois. Prenons l'exemple des situations d'urgence. Si la vie de quelqu'un était en danger, ils communiqueraient [plus vite] en anglais.

HBL